

Une négociation tendue sur les retraites des enseignants

SOCIAL

Le ministre de l'Éducation et le haut-commissaire aux Retraites ont reçu, mardi, les syndicats enseignants pour une première réunion sur les retraites.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

Une ambiance « tendue ». C'est en ces termes que les syndicats qualifient la première réunion consacrée, ce mardi, aux retraites des enseignants, en présence du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, et du haut-commissaire aux Retraites, Jean-Paul Delevoye.

L'application automatique de la réforme des retraites conduirait à « léser » les enseignants si elle était appliquée « mécaniquement », avait reconnu Emmanuel Macron fin août. Ils seraient notamment pénalisés par une retraite calculée sur l'ensemble de leur carrière et non plus sur les six derniers mois d'activité. Pour que les enseignants ne soient pas perdants, 10 milliards d'euros seraient nécessaires, entendait-on dans les rangs gouvernementaux au printemps dernier.

« Regarder les périodes de vacances »...

Emmanuel Macron a confirmé le chiffre la semaine dernière, à Rodez, lors du débat sur les retraites. Mais pour dire qu'il n'y aurait pas de revalorisation sans contreparties. « Si je voulais revaloriser, c'est 10 milliards, a lancé le chef de l'État. On ne peut pas mettre 10 milliards demain, c'est vos impôts. C'est le déficit, c'est la dette pour nos enfants. » Le chef de l'État veut « que la carrière progresse davantage » et paye « mieux » mais « du coup, parce qu'on paie mieux, peut-être on change aussi le temps de travail et la relation au travail ». Les enseignants pourraient travailler « hors du temps scolaire », avance-t-il

déjà. Il veut que cela « soit valorisé », « que ça puisse être demandé aux enseignants », « qu'on regarde aussi les périodes de vacances par rapport aux autres ». Les propos ont fait l'effet d'une bombe : « Si l'idée est de laisser entendre que les profs sont des feignants, ça ne va pas le faire ! » glisse un responsable syndical.

Le ministre de l'Éducation a souhaité, lundi, « une réflexion approfondie sur la rémunération des enseignants mais aussi sur notre vision des ressources humaines ». La réunion de mardi n'a pas apaisé les esprits. « On est sortis de la réunion plus inquiets qu'en y entrant, regrette Bernadette Groison, à la tête de la FSU. Le ministre veut regarder les missions des personnels, le temps de travail et parle de personnalisation. Ce n'est pas possible de discuter en ces termes, dans un climat de malaise profond à l'Éducation nationale. »

Des syndicats dans le flou

Une « personnalisation » liée aux différences supposées entre des enseignants qui auraient moins de copies que d'autres n'aurait pas de sens, affirme Frédérique Rolet, du SNES-FSU : « Une étude du ministère a déjà conclu à une certaine uniformité. » Au Sgen-CFDT, Catherine Nave-Bekhiti se veut plus rassurante : Jean-Michel Blanquer n'a certes « pas exclu » de mettre sur la table les sujets liés au temps de travail, mais il n'a « pas conditionné la revalorisation » à des contreparties. Tous les syndicats restent néanmoins dans le flou ; il n'y a rien en termes de « concrétisation de la revalorisation », regrette Stéphane Crochet, du SE-Unsa.

Pour Jean-Michel Blanquer, la négociation s'annonce délicate, dans un climat explosif, après le suicide de la directrice de l'école maternelle de Pantin, Christine Renon. Plusieurs fédérations syndicales ont adressé mardi un courrier commun à Jean-Michel Blanquer pour lui demander « des réponses permettant de garantir la santé, la sécurité et le bien-être au travail ». ■